

ALERTE

35 fédérations et associations nationales
Des collectifs inter-associatifs locaux
de lutte contre la pauvreté et l'exclusion

Paris, le 19 décembre 2024

Communiqué de presse

Urgence à Mayotte : l'État doit être à la hauteur

Le cyclone Chido a ravagé l'île de Mayotte samedi 14 décembre 2024. Les dégâts sont considérables et placent aujourd'hui les habitants de Mayotte dans un état d'urgence absolue.

Les associations de solidarité appellent l'État à être à la hauteur dans l'aide apportée à ce département. **L'aide aux victimes doit être inconditionnelle et s'appuyer sur les communautés, les associations et les acteurs présents sur place**, dont certains sont membres de notre collectif comme Médecins du monde, pour toucher l'ensemble de la population résidente sur le territoire, sans stigmatisation ni exclusion. Qu'en est-il des promesses faites par le président de la République lors de son déplacement en octobre 2019 ?

La catastrophe à laquelle fait face actuellement Mayotte était prévisible. En effet, le préfet avait admis il y a presque un an que ce serait une catastrophe absolue et que personne ne pourrait y faire face si un événement sismique ou cyclonique arrivait.

Cette aide doit également s'inscrire dans la durée, en agissant sur les facteurs de précarité préexistants avant la crise. Mayotte est en effet le département français le plus pauvre. Trois quarts de ses habitants vivaient sous le seuil de pauvreté.

- Cette situation se traduit par des conditions de vie précaires, avec une insécurité alimentaire qui frappe un foyer sur deux. Environ 57 % des Mahorais sont concernés, tandis que 10 % des enfants de 10 à 12 ans souffrent d'insuffisance pondérale, contre 4 % dans l'Hexagone.
- **45 % des Mahorais ne se soignent pas** par manque d'accès ou de moyens
- **25 000 jeunes déscolarisés sans emploi, ni formation**

Les associations du Collectif ALERTE appellent à la solidarité pour reconstruire de manière non précaire, tant au niveau du logement que des infrastructures. Le même engagement de l'État est à prendre aussi au niveau sanitaire, afin d'éviter les épidémies dues au manque d'eau, d'hygiène. L'île sors à peine des derniers cas de choléra.

Contacts presse :

Uniopss/ALERTE : Valérie Mercadal - 01 53 36 35 06 – vmercadal@uniopss.asso.fr

Uniopss/ALERTE : Charlotte Penot – 01 53 36 35 09 – cpenot@uniopss.asso.fr